

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 782

3 avril 2013

SOMMAIRE

All Car Services S.A.	37528	Hamel S.A.	37527
Allianz ROSNO Investment Strategies ...	37514	Investdeutschland S.A., SPF	37533
Altmunster Investment S.A.	37490	Jomeline Strategies S.A.	37513
Bain Pumbaa Luxco S.à r.l.	37536	Jovest Holding S.A.	37493
Balny S.A.- SPF	37490	Lemke Holding SPF	37493
Behemoth S.A.- SPF	37491	Lux-Euro-Stocks	37495
Bermonze Investissement S.A.	37515	Lux Foods S.A.	37496
B.L.B. S.A. - SPF	37490	Mathur	37493
Bonvalot S.A.	37515	Monsigny Development S.A.	37528
Brugama SPF S.A.	37528	Mosqueteiros S.A.	37533
Compagnie Européenne pour le Dévelop- pement d'Entreprises Commerciales S.A.	37491	Näerdener Duerffränn	37531
Cravesco S.A.	37514	Noy Holding S.A.-SPF	37494
Cyriel Investissement S.A.	37513	NPB SICAV	37513
Daventry Development S.A.	37516	Oloron S.A.	37535
Delphimmo	37529	Pallierter SPF S.A.	37533
dfl Luxembourg One S.à r.l.	37536	Simla Trust S.A.	37515
East Capital Advisory S.A.	37498	Strategy Fund	37529
East Capital Asset Management S.A.	37498	Supera Pe	37516
E. Miroglio Finance S.A.	37512	Taylor S.A., SPF	37494
Européenne d'Hôtellerie S.A.	37534	Toy Holding S.A.-SPF	37494
Facara S.A.- SPF	37491	UBS (Lux) Institutional Sicav II	37496
Financière de l'Alzette S.A.	37530	UBS (Lux) Money Market Sicav	37497
Focused Sicav	37492	UBS (Lux) Strategy Xtra Sicav	37498
Fredifra- SPF	37492	VAM Managed Funds (Lux)	37495
Free Kap 4Y S.A.	37535	Verlico SPF S.A.	37534
Frontier Capital Partners S.A.	37536	Vivaro Holdings S.A. S.P.F.	37534
GAP FINANCE (Luxembourg) S.A.	37529	Walnut	37497
		WestGlobal	37530

Altmunster Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1123 Luxembourg, 11, Plateau Altmünster.

R.C.S. Luxembourg B 107.260.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, le 24 avril 2013 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042925/534/17.

B.L.B. S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 55.340.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 23 avril 2013 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013042926/833/19.

Balny S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 62.557.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 22 avril 2013 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013042927/833/18.

CEDEC S.A., Compagnie Européenne pour le Développement d'Entreprises Commerciales S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 36.412.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 24 avril 2013 à 11.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration, rapport du réviseur sur l'exercice clos au 31 décembre 2012 et rapport de réviseur sur les comptes consolidés de l'exercice 2012.
2. Approbation des comptes annuels et comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 et affectation du résultat.
3. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042479/279/17.

Behemoth S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 60.657.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 22 avril 2013 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013042928/833/18.

Facara S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 43.839.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 24 avril 2013 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013042929/833/18.

Focused Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.505.

Die Aktionäre der Focused SICAV sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Montag, den 22. April 2013 um 10:00 Uhr an deren Geschäftssitz mit folgender Tagesordnung stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Oktober 2012
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013042930/755/34.

Fredifra- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 59.523.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 22 avril 2013 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013042931/833/19.

Jovest Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 38.919.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 22 avril 2013 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lectures des rapports de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009, au 31 décembre 2010, au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042932/755/20.

Lemke Holding SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 111.614.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 22 avril 2013 à 10.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013042933/833/18.

Mathur, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 46.760.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 23 avril 2013 à 9.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042936/534/15.

Noy Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 105.270.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 23 avril 2013 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration .

Référence de publication: 2013042937/833/18.

Toy Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 105.271.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 23 avril 2013 à 14.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013042938/833/18.

Taylor S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.232.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 19 avril 2013 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013042943/1023/16.

VAM Managed Funds (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 129.579.

As the extraordinary general meeting of shareholders of VAM Managed Funds (Lux) held on 2 April 2013 could not validly deliberate on the sole point of the agenda for lack of quorum, shareholders are hereby reconvened to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company which will be held on 3 May 2013 at the registered office of the Company at 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg at 5:00 p.m. (Luxembourg time) to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

Approval of amendment to the Articles as detailed hereafter:

1. Restatement of the Articles into English and in order to take into account, inter alia, the entry into force of the Law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment (the "2010 Law") implementing Directive 2009/65/EC (known as the UCITS IV Directive) in Luxembourg.
2. Amendment of the object clause in order to reflect the Company's submission to the 2010 Law so that Article 3 of the Articles shall read as follows:

"Article 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other assets permitted to an undertaking for collective investment under the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended, (the "2010 Law"), including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the 2010 Law."

3. Deletion of the French translation of the Articles in accordance with Article 99 (7) of the 2010 Law.

The Meeting may validly deliberate without any quorum. The passing of the resolution requires the consent of two thirds of the votes cast.

Shareholders may request a copy of the proposed text of the restated articles of incorporation of the Company, free of charge, from the registered office of the Company.

Shareholders may vote in person or by proxy. Proxies given for the extraordinary general meeting of 2 April 2013 remain valid unless expressly revoked.

Shareholders who are not able to attend the Meeting are kindly requested to execute the proxy card (available at the registered office of the Company) and return it at 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg. To be valid, proxies must be received before 4:00 p.m. (Luxembourg time) on 2 May 2013.

For organisational purposes, shareholders (or their representative) wishing to attend in person must request an admittance card from VPB Finance S.A., by fax (+352 - 404 770 387), or by email (luxfunds.info@vpbank.com), or by regular mail at the address mentioned above by no later than 4:00 p.m. (Luxembourg time) on 2 May 2013. Only shareholders (or their representative) that have requested an admittance card will be admitted to the Meeting.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2013039630/40.

Lux-Euro-Stocks, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 64.058.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Sainte Zithe, le mercredi 24 avril 2013 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 2012.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.

6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

BANQUE RAIFFEISEN S.C.

Pour l'Allemagne:

Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013042935/755/32.

Lux Foods S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 10.770.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 24 avril 2013 à 11.00 heures au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité des activités de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042934/755/20.

UBS (Lux) Institutional Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 115.356.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Institutional SICAV II sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Montag, den 22. April 2013 um 10:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Januar 2013
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013042939/755/33.

Walnut, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 51.537.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 24 avril 2013 à 14.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042942/534/15.

UBS (Lux) Money Market Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 86.004.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Money Market SICAV sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Montag, den 22. April 2013 um 11:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Oktober 2012
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013042940/755/33.

UBS (Lux) Strategy Xtra Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 99.462.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Strategy Xtra SICAV sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Montag, den 22. April 2013 um 14:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Oktober 2012
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013042941/755/33.

**East Capital Asset Management S.A., Société Anonyme,
(anc. East Capital Advisory S.A.).**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 136.364.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth day of the month of March.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

East Capital Holding AB, a private limited liability company incorporated under the laws of Sweden, having its registered office at Box 1364, 111 93 Stockholm, represented by Maître Yves Elvinger, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 15 March 2013, which after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be registered together therewith, and being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of East Capital Advisory S.A., a société anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 136.364 (the "Company"), incorporated by deed of Maître

Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg on 29 January 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 665 dated 18 March 2008. The proxyholder declared and requested the notary to record that:

- I. The shares held by the Sole Shareholder represent 100% of the issued share capital of the Company;
- II. The Sole Shareholder confirms having had prior knowledge of all the items on the agenda and hereby unconditionally waives any convening notices and convening periods that may be required under the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended or under the articles of incorporation of the Company.
- III. The Sole Shareholder hereby considers the following agenda:

Agenda

- Change the name of the Company into "East Capital Asset Management S.A."
- Amendment of the corporate object of the Company to provide that the Company is a management company of undertakings for collective investment within the meaning of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 2009/65/EC (UCITS IV) so that Article 3 of the articles of incorporation of the Company reads as follows:

"The purpose of the Corporation is the management (within the meaning of article 101 of the Luxembourg law of 17th December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law") of undertakings for collective investment. Such management activity includes the management, administration and marketing of these funds.

The Corporation may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object remaining, however, within the limitations of chapter 15 of the 2010 Law."

- Increase of the share capital of the Company by one hundred sixty-nine thousand Euro (EUR 169,000) so as to bring it from thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) to two hundred thousand Euro (EUR 200,000) by the issue of one thousand six hundred and ninety (1,690) new shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each and subscription in cash to all new shares by the Sole Shareholder.

- Authorise the board of directors of the Company to increase in one or several times the subscribed share capital of the Company within the limit of the authorised share capital which shall be set at ten million Euros (EUR 10,000,000) represented by one hundred thousand (100,000) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each.

To grant such authorisation for a period of maximum five (5) years starting from the date of the publication of this extraordinary decision of the Sole Shareholders of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") including but not limited to the amendments as detailed below:

1. Amendment of Article 1 of the Articles to reflect the change of name of the Company into "East Capital Asset Management S.A." so that Art. 1 reads as follows:

"There exists among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of "East Capital Asset Management S.A." (the "Corporation") which shall be governed by the law of 15 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Company Law") and the present articles of incorporation (the "Articles").

The Corporation may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or several shareholders (the "Shareholders")."

2. Amendment of Article 3 of the Articles:

- to provide that the Company is a management company of undertakings for collective investment within the meaning of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 2009/65/EC (UCITS IV) so that Article 3 of the articles of incorporation of the Company reads as follows:

"The purpose of the Corporation is the management (within the meaning of article 101 of the Luxembourg law of 17th December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law") of undertakings for collective investment. Such management activity includes the management, administration and marketing of these funds.

The Corporation may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object remaining, however, within the limitations of chapter 15 of the 2010 Law."

3. Amendment of Article 5 of the Articles:

- to reflect the increase of the share capital of the Company; and
- to reflect the authorisation of the board of directors of the Company to increase the share capital of the Company so that Article 5 reads as follows:

"The subscribed capital of the Corporation is set at two hundred thousand Euro (EUR 200,000) comprising two thousand (2,000) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each.

The authorised share capital is set at ten million Euros (EUR 10,000,000) represented by one hundred thousand (100,000) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each.

The authorisation to increase in one or several times the subscribed share capital of the Corporation within the limit of the authorised share capital is granted to the Board of Directors for a period of maximum five (5) years starting from the date of publication of the extraordinary decision of the Sole Shareholder of the Corporation of 15 March 2013 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the Board of Directors may determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the authorised shares to be subscribed and issued, such as to determine the time and the amount of the authorised shares to be subscribed and issued, to determine if the authorised shares are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either in cash or assets other than cash. When realising the authorised capital in full or in part, the Board of Directors is expressly authorised to suppress, limit or waive the preferential subscription rights reserved to Shareholders. The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person, the power of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital. In the case of issue of shares within the limit of the authorised share capital, the Board of Directors shall have such issue and the amendment of this article 5 recorded by notarial deed in accordance with the Company Law.

The issued capital and/or the authorised capital of the Corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of Shareholders adopted in the same manner as for the amendment of these Articles.

The Corporation may proceed to the repurchase of its own shares within the limits laid down by the Company Law."

4. Amendment of articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22.

- Transfer of the registered office of the Company from 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg to 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

- Acknowledgment and acceptance of the resignation of Mrs Karine Hirn, Mr Jean-Marie Laporte and Mr Paul Carr as directors of the Company.

- Discharge of Mrs Karine Hirn, Mr Jean-Marie Laporte and Mr Paul Carr in respect of the proper performance of their duties and for the due execution of their mandates up until the date of their resignation.

- Appointment of the following persons as directors of the Company with effect from for a period ending at the next annual general meeting of the Company:

* Mr. Peter Elam Hakansson, Chairman and Head of Investment Management, East Capital AB, professionally residing at Kungsgatan 33, Stockholm, Sweden;

* Mr. Albin Rosengren, CEO and Head of Sales, East Capital AB, professionally residing at Kungsgatan 33, Stockholm, Sweden;

* Mr. Johan Wigh, COO and deputy CEO, East Capital AB, professionally residing at Kungsgatan 33, Stockholm, Sweden; and

* Mr. Mathias Pedersen, Chief Financial Officer, East Capital AB, professionally residing at Kungsgatan 33, Stockholm, Sweden.

After the foregoing has been duly considered, the Sole Shareholder adopted the following resolutions on the agenda:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company into "East Capital Asset Management S.A."

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the corporate object of the Company to provide that the Company is a management company of undertakings for collective investment within the meaning of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 2009/65/EC (UCITS IV) so that Article 3 of the articles of incorporation of the Company reads as follows:

"The purpose of the Corporation is the management (within the meaning of article 101 of the Luxembourg law of 17th December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law") of undertakings for collective investment. Such management activity includes the management, administration and marketing of these funds.

The Corporation may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object remaining, however, within the limitations of chapter 15 of the 2010 Law."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by one hundred sixty-nine thousand Euro (EUR 169,000) so as to bring it from thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) to two hundred thousand Euro (EUR 200,000) by the issue of one thousand six hundred and ninety (1,690) new shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each.

The Sole Shareholder, represented by Maître Yves Elvinger, prenamed, subscribes to all one thousand six hundred and ninety (1,690) new shares against payment in cash of one hundred sixty-nine thousand Euro (EUR 169,000). Evidence of such payment was given to the undersigned notary.

Fourth resolution

Having reviewed the special report of the board of directors of the Company, the Sole Shareholder resolves to authorise the board of directors of the Company to increase in one or several times the subscribed share capital of the

Company within the limit of the authorised share capital which is set at ten million Euros (EUR 10,000,000) represented by one hundred thousand (100,000) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each. The special report will remain annexed to the present deed.

The Sole Shareholder resolves to grant such authorisation for a period of maximum five (5) years starting from the date of the publication of this extraordinary decision of the Sole Shareholders of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to fully restate the Articles so that henceforth the Articles read as follows:

Art. 1. There exists among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of "East Capital Asset Management S.A." (the "Corporation") which shall be governed by the law of 15 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Company Law") and the present articles of incorporation (the "Articles").

The Corporation may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or several shareholders (the "Shareholders").

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited duration. The Corporation may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Art. 3. The purpose of the Corporation is the management (within the meaning of article 101 of the Luxembourg law of 17th December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law") of undertakings for collective investment. Such management activity includes the management, administration and marketing of these funds.

The Corporation may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object remaining, however, within the limitations of chapter 15 of the 2010 Law.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg-City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries, administrative centres or other offices may be established either within the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Corporation (the "Board of Directors").

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The subscribed capital of the Corporation is set at two hundred thousand Euro (EUR 200,000) comprising two thousand (2,000) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each.

The authorised share capital is set at ten million Euros (EUR 10,000,000) represented by one hundred thousand (100,000) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each.

The authorisation to increase in one or several times the subscribed share capital of the Corporation within the limit of the authorised share capital is granted to the Board of Directors for a period of maximum five (5) years starting from the date of publication of the extraordinary decision of the Sole Shareholder of the Corporation of 15 March 2013 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the Board of Directors may determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the authorised shares to be subscribed and issued, such as to determine the time and the amount of the authorised shares to be subscribed and issued, to determine if the authorised shares are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either in cash or assets other than cash. When realising the authorised capital in full or in part, the Board of Directors is expressly authorised to suppress, limit or waive the preferential subscription rights reserved to Shareholders. The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person, the power of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital. In the case of issue of shares within the limit of the authorised share capital, the Board of Directors shall have such issue and the amendment of this article 5 recorded by notarial deed in accordance with the Company Law.

The issued capital and/or the authorised capital of the Corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of Shareholders adopted in the same manner as for the amendment of these Articles.

The Corporation may proceed to the repurchase of its own shares within the limits laid down by the Company Law.

Art. 6. Shares are in registered form.

A register of Shareholders shall be kept at the registered office of the Corporation where it will be available for inspection by any Shareholder. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The transfer of a share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the

register of Shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Corporation.

The Corporation will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will be required to name one person as the owner of the share vis-à-vis the Corporation. The Corporation has the right to suspend the exercise of all rights attached to such share until one person has been so designated. The same rule shall apply in the case of a conflict between an usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

The Corporation may consider the person in whose name the shares are registered in the register of Shareholders as the full owner of such shares. The Corporation shall be completely free from every responsibility in dealing with such registered shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claims of such third parties in or upon such shares to be non-existent, subject, however, to any right which such third party might have to demand the registration or change in registration of shares. In the event that a holder of shares does not provide an address to which all notices or announcements from the Corporation may be sent, the Corporation may permit a note to this effect to be entered into the register of Shareholders and such holder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until a different address shall be provided to the Corporation by such holder. The holder may, at any time, change his address as entered in the register of Shareholders by means of written notification to the registrar.

Upon the request of a Shareholder, certificates recording the entry of such Shareholder in the register of Shareholders may be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board of Directors. Such certificates shall be signed manually or by facsimile or printed by two Directors of the Corporation or by a director and a duly authorised delegate of the Board of Directors in which case such delegate shall sign the certificates manually.

Lost, stolen or mutilated certificates will be replaced by the Corporation upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Corporation, provided that mutilated certificates shall be delivered before new share certificates are remitted.

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Corporation shall represent the entire body of Shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

In the case of a Sole Shareholder, such Sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting. In these Articles, as long as the Corporation has only one Shareholder decisions taken, or powers exercised, by the general meeting shall be deemed to be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by telefax or by other means capable of evidencing such appointment.

Meetings may be held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing Shareholders taking part in the meeting to hear one another and communicate with one another, the participation in a meeting by this means is equivalent to a participation in person at such a meeting.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Art. 8. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Wednesday in May at 3:00 p.m. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. The Shareholders will meet upon call by the Board of Directors pursuant to notice setting forth the agenda sent in accordance with Luxembourg law.

If, however, all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) members who need not to be Shareholders of the Corporation.

The directors shall be appointed by the general meeting of Shareholders at a general meeting by a simple majority of the votes cast, for a period ending at the next annual general meeting of Shareholders and until their successors are elected and qualify; provided, however, that a director may be removed with or without cause (ad nutum) and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors so appointed may fill the vacancy by way of cooptation on a provisional basis. The next general meeting of Shareholders shall make the final appointment.

Art. 11. The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and the Board of Directors, but in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint another director, and in respect of Shareholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority of votes cast or of the directors present at any such meeting respectively.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, the secretary and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting. Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telefax or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or telefax or by other electronic means capable of evidencing such appointment another director as his proxy.

Any director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference call, video conference or by other means of communication allowing all the directors taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Corporation. Directors may also cast their vote in writing or by telefax or other means capable of evidencing such vote.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented by at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting of the Board of Directors the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The Board of Directors may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letters, telefax or such other means capable of evidencing such consent.

Art. 12. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 13. The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall have power to determine corporate policy and the course and conduct of the management and business affairs of the Corporation. Directors may not, however, bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate the daily management of the business of the Corporation, as well as the power to represent the Corporation in its day to day business, to individual directors, committees or other officers or agents of the Corporation, who need not be Shareholders. The Board of Directors will determine the conditions of appointment and dismissal as well as the remuneration and powers of any person or persons so appointed.

Art. 14. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

The preceding paragraph does not apply when the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the East Capital Group or any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion, provided that this personal interest is not considered as conflicting interest according to applicable laws and regulations.

The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation, or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 15. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors, or by the individual signature of any duly authorized officer of the Corporation, or by the signature of any other person or persons to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 16. The operations of the Corporation shall be supervised by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé"). The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of Shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of Shareholders and until his successor is elected. The statutory auditor shall remain in office until re-elected or until his successor is elected.

The statutory auditor in office may be removed at any time by the Shareholders with or without cause.

Art. 17. The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January of each year and shall terminate on 31st December of the same year.

The accounts of the Corporation shall be drawn up in EUR.

Art. 18. From the annual net profit of the Corporation, five per cent (5 %) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten percent (10 %) of the capital of the Corporation or increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The general meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may alone declare dividends from time to time, as it in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

The Board of Directors is authorized to distribute interim dividends subject to the conditions set forth by law.

Art. 19. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 20. These Articles may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the Company Law.

Art. 21. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Company Law and the 2010 Law.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg to 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Seventh resolution

The Sole Shareholder acknowledges and accepts the resignation of Mrs Karine Hirn, Mr Jean-Marie Laporte and Mr Paul Carr as directors of the Company.

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves to grant discharge to Mrs Karine Hirn, Mr Jean-Marie Laporte and Mr Paul Carr in respect of the proper performance of their duties and for the due execution of their mandates up until the date of their resignation

Ninth resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint the following persons as directors of the Company with effect from 15 March 2013 for a period ending at the next annual general meeting:

- Mr. Peter Elam Hakansson, Chairman and Head of Investment Management, East Capital AB, professionally residing at Kungsgatan 33, Stockholm, Sweden;
- Mr. Albin Rosengren, CEO and Head of Sales, East Capital AB, professionally residing at Kungsgatan 33, Stockholm, Sweden;
- Mr. Johan Wigh, COO and deputy CEO, East Capital AB, professionally residing at Kungsgatan 33, Stockholm, Sweden; and
- Mr. Mathias Pedersen, Chief Financial Officer, East Capital AB, professionally residing at Kungsgatan 33, Stockholm, Sweden.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation, on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the said appearing person signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le quinzième jour du mois de mars

Pardevant Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu

East Capital Holding AB, une société à responsabilité limitée, constituée sous le droit suédois, ayant son siège social au Box 1364, 111 93 Stockholm, représentée par Me Yves Elvinger, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 15 mars 2013, laquelle après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement, et étant l'actionnaire unique (l' "Actionnaire Unique") de East Capital Advisory S.A., une société anonyme, constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.364 (la "Société"), constituée par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg le 29 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 665 daté du 18 mars 2008.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

- (I) Les actions détenues par l'Actionnaire Unique représentent 100% du capital de la Société.
- (II) L'Actionnaire Unique confirme avoir eu connaissance de tous les éléments de l'ordre du jour et renonce, par la présente, aux notices et périodes de convocation requises par la loi du 15 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée et suivant les statuts de la Société.
- (III) Les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants:

Ordre du jour

- Changement du nom de la Société en "East Capital Asset Management S.A."
- Modification de l'objet social de la Société afin de stipuler que la Société est une société de gestion d'organismes de placement collectif au sens de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif mettant en œuvre la directive 2009/65/EC (UCITS IV), l'article 3 des statuts de la Société peut être lu comme suit: "L'objet de la Société est la gestion (au sens de l'article 101 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif) (la "Loi de 2010") des organismes de placement collectif. Une telle activité de gestion comprend la gestion, l'administration et la commercialisation de ces fonds.

La Société peut effectuer toute activité jugée nécessaire à l'accomplissement de son objet, tout en restant endéans le chapitre 15 de la Loi de 2010."

- Augmentation du capital souscrit de la Société de cent soixante-neuf mille euros (169,000 EUR) afin de le porter de trente et un mille euros (31,000 EUR) à deux cent mille euros (200,000 EUR) par l'émission de mille six cent quatre-vingt-dix (1,690) nouvelles actions, chacune d'une valeur nominale de cent euro (100 EUR) et la souscription en espèces de toutes les nouvelles actions par l'Actionnaire Unique.

- Autoriser le conseil d'administration de la Société à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social de la Société dans la limite du capital autorisé qui est fixé à dix millions d'euros (10,000,000 EUR) représentés par cent mille (100,000) actions, chacune d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR). Cette autorisation est accordée pour une période maximale de cinq (5) ans à partir de la date de publication de la décision extraordinaire de l'Actionnaire Unique de la Société au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- Refonte des statuts de la Société (les "Statuts"), incluant mais non limitée aux modifications détaillées ci-dessous:

1. Modification de l'Article 1 des Statuts afin de refléter le changement de nom de la Société en "East Capital Asset Management S.A.", l'Article 1 peut être lu comme suit:

"Il est formé entre le comparant et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "East Capital Asset Management S.A. " (la "Société") qui sera régie par la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi sur les Sociétés Commerciales") et par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut avoir un actionnaire (l' "Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires (les "Actionnaires")"

2. Modification de l'Article 3 des Statuts:

- afin de prévoir que la Société est une société de gestion d'organismes de placement collectif au sens de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif mettant en œuvre la directive 2009/65/EC (UCITS IV), l'Article 3 des Statuts de la Société peut être lu comme suit:

"L'objet de la Société est la gestion (au sens de l'article 101 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif) (la "Loi de 2010") des organismes de placement collectif. Cette activité de gestion comprend la gestion, l'administration et la commercialisation de ces fonds.

La Société peut exercer toutes activités jugées nécessaires à l'accomplissement de son objet, tout en restant cependant dans les limites du chapitre 15 de la Loi de 2010."

3. Modification de l'Article 5 des Statuts:

- afin de refléter l'augmentation du capital social de la Société; et

- afin de refléter l'autorisation accordée au conseil d'administration de la Société d'augmenter le capital social de la Société, l'Article 5 peut être lu comme suit:

"Le capital souscrit de la Société s'élève à deux cent mille euros (200.000 EUR) représenté par deux mille (2.000) actions ayant chacune une valeur nominale de cent euros (100 EUR).

Le capital autorisé est fixé à dix millions d'euros (10.000.000 EUR) représenté par cent mille (100.000) actions, chacune d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR).

L'autorisation d'augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit de la Société dans les limites du capital autorisé est octroyée au Conseil d'Administration pour une période maximale de cinq (5) ans à partir de la date de publication de la décision extraordinaire de l'Actionnaire Unique de la Société du 15 mars 2013 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Le montant du capital augmenté peut être souscrit et émis aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration, en particulier eu égard à la souscription et au paiement des actions autorisées à souscrire et à émettre, afin de déterminer le moment et le montant des actions autorisées à souscrire et à émettre, de déterminer si les actions autorisées seront souscrites avec ou sans une prime d'émission, de déterminer dans quelle mesure le paiement de nouvelles actions nouvellement souscrites est acceptable tant en numéraire qu'en actifs autres qu'en numéraire.

Lorsque l'entière ou une partie du capital autorisé est réalisé, le Conseil d'Administration est expressément autorisé à supprimer, limiter ou renoncer aux droits préférentiels de souscription réservés aux Actionnaires. Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société dûment autorisé ou à tout autre personne dûment autorisée, les pouvoirs d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des actions représentant tout ou partie de l'augmentation du capital. Dans le cas d'une émission d'actions dans les limites du capital autorisé, le Conseil d'Administration devra faire enregistrer une telle émission ainsi que la modification de cet article 5, par acte notarié conformément à la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Le capital émis et/ou le capital autorisé de la Société peut être augmenté ou diminué par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée de la même manière qu'en cas de modification de ces Statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites prévues par la Loi sur les Sociétés Commerciales."

4. Modification des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22.

- Transfert du siège social de la Société du 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

- Reconnaissance et acceptation de la démission de Mme Karine Hirn, M. Jean-Marie Laporte et M. Paul Carr comme administrateurs de la Société.

- Décharge de Mme Karine Hirn, M. Jean-Marie Laporte et M. Paul Carr par rapport à la bonne prestation de leurs devoirs et pour l'exécution appropriée de leurs mandats jusqu'à la date de leur démission.

- Nomination des personnes suivantes comme administrateurs de la Société pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale de la Société:

* M. Peter Elam Hakansson, Chairman and Head of Investment Management, East Capital AB, résidant professionnellement au Kungsgatan 33, Stockholm, Suède;

* M. Albin Rosengren, CEO et Head of Sales, East Capital AB, résidant professionnellement au Kungsgatan 33, Stockholm, Suède;

* M. Johan Wigh, COO et deputy CEO, East Capital AB, résidant professionnellement au Kungsgatan 33, Stockholm, Suède;

* M. Mathias Pedersen, Chief Financial Officer, East Capital AB, résidant professionnellement au Kungsgatan 33, Stockholm, Suède.

Après avoir dûment considéré ce qui précède, l'Actionnaire Unique a adopté les résolutions suivantes à l'ordre du jour:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de changer le nom de la Société en "East Capital Asset Management S.A."

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de modifier l'objet social de la Société afin de prévoir que la Société est une société de gestion d'organismes de placement collectif au sens de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif mettant en œuvre la directive 2009/65/EC (UCITS IV) afin que l'Article 3 des statuts de la Société soit lu comme suit:

"L'objet de la Société est la gestion (au sens de l'article 101 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif) (la "Loi de 2010") des organismes de placement collectif. Une telle activité de gestion comprend la gestion, l'administration et la commercialisation de ces fonds.

La Société peut effectuer toute activité jugée nécessaire à l'accomplissement de son objet, tout en restant endéans le chapitre 15 de la Loi de 2010."

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société de cent soixante-neuf mille euros (169,000 EUR) afin de le porter de trente et un mille euros (31,000 EUR) à deux cent mille euros (200,000 EUR) par l'émission de mille six cent quatre-vingt-dix (1,690) nouvelles actions, chacune d'une valeur nominale de cent euro (100 EUR). L'Actionnaire Unique, représenté par Me Yves Elvinger, souscrit à chacune des mille six cent quatre-vingt-dix (1,690) nouvelles actions contre paiement en espèces de cent soixante-neuf mille euros (169,000 EUR). La preuve de ce paiement a été donnée au notaire soussigné.

Quatrième résolution

Ayant revu le rapport spécial du conseil d'administration de la Société, l'Actionnaire Unique décide d'autoriser le conseil d'administration de la Société d'augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit de la Société dans les limites du capital autorisé qui est fixé à dix millions d'euros (10,000,000 EUR) représenté par cent mille (100,000) actions chacune d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR). Le rapport spécial restera annexé au présent acte.

L'Actionnaire Unique décide d'accorder cette autorisation pour une période maximale de cinq (5) ans prenant cours à la date de la publication de cette décision extraordinaire de l'Actionnaire Unique de la Société au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association.

Cinquième résolution

L'Actionnaire Unique décide de reformuler entièrement les Statuts afin que dorénavant les Statuts soient lus comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé entre le comparant et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "East Capital Asset Management S.A." (la "Société") qui sera régie par la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi sur les Sociétés Commerciales") et par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut avoir un actionnaire (T "Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires (les "Actionnaires").

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par résolution des Actionnaires approuvée de la manière prévue pour la modification des Statuts.

Art. 3. L'objet de la Société est la gestion (au sens de l'article 101 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif) (la "Loi de 2010") des organismes de placement collectif. Cette activité de gestion comprend la gestion, l'administration et la commercialisation de ces fonds.

La Société peut exercer toutes activités jugées nécessaires à l'accomplissement de son objet, tout en restant cependant dans les limites du chapitre 15 de la Loi de 2010.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé par résolution du conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") des succursales, filiales, centres administratifs ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou encore la communication aisée entre son siège et des personnes se trouvant à l'étranger, se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure temporaire n'a toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital souscrit de la Société s'élève à deux cent mille euros (200.000 EUR) représenté par deux mille (2.000) actions ayant chacune une valeur nominale de cent euros (100 EUR).

Le capital autorisé est fixé à dix millions d'euros (10.000.000 EUR) représenté par cent mille (100.000) actions, chacune d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR).

L'autorisation d'augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit de la Société dans les limites du capital autorisé est octroyée au Conseil d'Administration pour une période maximale de cinq (5) ans à partir de la date de publication de la décision extraordinaire de l'Actionnaire Unique de la Société du 15 mars 2013 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Le montant du capital augmenté peut être souscrit et émis aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration, en particulier eu égard à la souscription et au paiement des actions autorisées à souscrire et à émettre, afin de déterminer le moment et le montant des actions autorisées à souscrire et à émettre, de déterminer si les actions autorisées seront souscrites avec ou sans une prime d'émission, de déterminer dans quelle mesure le paiement de nouvelles actions nouvellement souscrites est acceptable tant en numéraire qu'en actifs autres qu'en numéraire.

Lorsque l'entière ou une partie du capital autorisé est réalisé, le Conseil d'Administration est expressément autorisé à supprimer, limiter ou renoncer aux droits préférentiels de souscription réservés aux Actionnaires. Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société dûment autorisé ou à tout autre personne dûment autorisée, les pouvoirs d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des actions représentant tout ou partie de l'augmentation du capital. Dans le cas d'une émission d'actions dans les limites du capital autorisé, le Conseil d'Administration devra faire enregistrer une telle émission ainsi que la modification de cet article 5, par acte notarié conformément à la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Le capital émis et/ou le capital autorisé de la Société peut être augmenté ou diminué par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée de la même manière qu'en cas de modification de ces Statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites prévues par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Art. 6. Les actions de la Société sont sous forme nominative.

Un registre des Actionnaires sera tenu au siège social de la Société où il sera disponible pour inspection par tout Actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés par action, les cessions d'actions et les dates de ces cessions.

La cession d'actions prendra effet lors de la déclaration écrite de la cession inscrite sur le registre des Actionnaires, une telle déclaration devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes dûment mandatées à cet effet. La Société peut également accepter comme preuve de transfert d'autres instruments de cession satisfaisants pour la Société.

La Société ne reconnaîtra qu'un seul détenteur par action. Dans le cas où une action est détenue par plus d'une personne, les personnes revendiquant la propriété de l'action seront tenues de nommer une personne comme étant le propriétaire de l'action vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tout droit attaché à une telle action jusqu'à ce qu'une telle personne ait été désignée. La même règle s'appliquera en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un gageur et un créancier gagiste.

La Société pourra considérer la personne au nom de laquelle sont inscrites les actions nominatives dans le registre des Actionnaires comme étant le propriétaire unique de telles actions nominatives. La Société sera complètement libre de toute responsabilité vis-à-vis des tiers pour les opérations portant sur de telles actions nominatives et sera en droit de considérer comme inexistantes tous droits, intérêts ou prétentions des tiers sur, ou en relation avec les actions nominatives concernées, à l'exception cependant du droit des tiers de demander l'inscription ou le changement de l'inscription dans le registre de tout droit que ce tiers peut avoir relatif à ces actions nominatives. Dans le cas où le détenteur d'une action nominative ne fournit pas une adresse à laquelle tous les avis et notices de la Société pourront lui

être envoyés, la Société peut permettre qu'une mention soit inscrite à cet effet dans le registre des Actionnaires et que l'adresse d'un tel Actionnaire soit considérée comme étant l'adresse du siège social de la Société ou toute autre adresse pouvant être inscrite dans le registre de temps à autre, jusqu'à ce qu'une adresse différente ait été fournie à la Société par cet Actionnaire. L'Actionnaire peut à tout moment modifier l'adresse inscrite sur le registre des Actionnaires par le biais d'une notification écrite au teneur du registre.

A la demande d'un Actionnaire, des certificats attestant l'inscription d'un tel Actionnaire dans le registre des Actionnaires peuvent être émis dans les coupures déterminées par le Conseil d'Administration. Les certificats émis prendront la forme et porteront les légendes et numéros d'identification tels que déterminés par le Conseil d'Administration. De tels certificats doivent être signés de manière manuscrite ou par griffe ou imprimés par deux Administrateurs de la Société ou par un Administrateur et un fondé de pouvoirs dûment autorisé par le Conseil d'Administration; dans le dernier cas les certificats doivent être signés de manière manuscrite par le fondé de pouvoirs.

Les certificats perdus, volés ou endommagés seront remplacés par la Société sur présentation de preuves, garanties et indemnités jugées satisfaisantes par la Société, sous réserve que des certificats endommagés soient remis avant que ne soient délivrés des nouveaux certificats.

Art. 7. Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'ensemble des Actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société. Lorsque la Société compte un Actionnaire Unique, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Dans les présents statuts, tant que la Société ne comporte qu'un seul Actionnaire, toutes les décisions prises ou les pouvoirs exercés par l'assemblée générale sont réputés comme une référence aux décisions prises ou les pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont inscrites dans un procès-verbal.

Les quorums et délai prévus par la loi s'appliqueront aux convocations et à la tenue des assemblées des Actionnaires de la Société, sauf dispositions contraires des présentes.

Toute action donne droit à une voix. Tout Actionnaire pourra prendre part aux assemblées des Actionnaires en désignant par écrit ou par message télécopié ou par tout autre moyen permettant de prouver une telle nomination, une autre personne comme son mandataire.

Les assemblées peuvent être tenues par voie de conférence téléphonique, vidéo conférence, ou tout autre moyen de communication permettant à tous les Actionnaires prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble. La participation à une assemblée par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle assemblée.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions prises lors d'assemblées des Actionnaires dûment convoquées seront approuvées à une majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'Actionnaire n'a pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les Actionnaires pour prendre part à toute assemblée des Actionnaires.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation à l'assemblée, le second mercredi du mois de mai à 15 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle sera tenue le jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle peut être tenue à l'étranger si, de l'avis du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées des Actionnaires pourront se tenir aux heures et endroits indiqués dans les avis de convocation.

Art. 9. Les Actionnaires pourront être convoquées sur décision du Conseil d'Administration conformément à une convocation contenant l'ordre du jour conformément à la loi luxembourgeoise.

Toutefois, si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des Actionnaires et s'ils déclarent avoir été pleinement informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ou publication préalable.

Art. 10. La Société sera gérée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires de la Société.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des Actionnaires réunis lors d'une assemblée générale des Actionnaires statuant à la majorité simple des voix exprimées, pour un terme expirant à la prochaine assemblée générale annuelle des Actionnaires et jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés et aient accepté leurs fonctions ou, si cela n'est pas encore le cas, jusqu'à la date d'une telle nomination et acceptation. Toutefois, un administrateur pourra être révoqué, avec ou sans motifs (ad nutum), et/ou remplacé à tout moment par résolution adoptée par les Actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, retraite ou autrement, les administrateurs restants peuvent provisoirement suppléer à cette vacance par cooptation. La prochaine assemblée générale des Actionnaires le nommera définitivement.

Art. 11. Le Conseil d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra désigner parmi eux un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra aussi désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un administrateur, et qui sera

responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées des Actionnaires. Le président du Conseil d'Administration présidera toutes les assemblées générales des Actionnaires et toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais, en son absence, les Actionnaires ou le Conseil d'Administration pourront désigner un autre administrateur et, pour les assemblées des Actionnaires, toute autre personne comme président pro tempore de la réunion, par vote majoritaire des voix exprimées des personnes, respectivement des administrateurs, présentes à cette assemblée.

Le Conseil d'Administration pourra de temps en temps et si besoin est, nommer des fondés de pouvoir de la Société dont un directeur général, le secrétaire, et tout directeur général adjoint, des secrétaires adjoints ou tous autres fondés de pouvoir dont les fonctions seraient jugées nécessaires pour mener à bien les affaires et la gestion de la Société. Ces nominations pourront être révoquées à tout moment par le Conseil d'Administration. Les fondés de pouvoirs n'ont pas besoin d'être administrateurs ni Actionnaires de la Société. Les fondés de pouvoirs ainsi nommés auront, sauf dispositions contraires des présents Statuts, les pouvoirs et devoirs qui leur auront été conférés par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration se réunira à la demande du président ou de deux administrateurs à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation de la réunion.

Un avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il pourra être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment par écrit ou message télécopié ou tout autre moyen électronique permettant de prouver cette dispense de chaque administrateur. Une convocation séparée ne sera pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant aux heures et lieux fixés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Un administrateur pourra se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou message télécopié ou tout autre moyen électronique permettant de prouver une telle désignation un autre administrateur en tant que mandataire.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, conférence vidéo ou d'autres moyens de communication permettant à tous les administrateurs prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Une réunion tenue à distance par le biais de tels moyens de communication est réputée avoir été tenue au siège social de la Société. Les administrateurs peuvent également donner leur vote par écrit ou par messages télécopiés ou tout autre moyen électronique permettant de prouver un tel vote.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des administrateurs participe à la réunion du Conseil d'Administration ou y est représentée. Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors d'une telle réunion. Dans le cas où, à une réunion du Conseil d'Administration, le nombre de voix en faveur et contre une résolution sont identiques, le président aura un vote prépondérant.

Le Conseil d'Administration peut également, en toutes circonstances et à tout moment, avec un consentement unanime, adopter des résolutions au moyen de résolutions circulaires écrites signées par tous les membres du Conseil d'Administration, une telle décision sera aussi valable et effective comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion dûment convoquée et tenue.

De telles signatures pourront apparaître sur un même document ou sur plusieurs copies d'un même document et pourront être prouvées par lettres, par fax ou par tout autre moyen faisant preuve d'une telle approbation.

Art. 12. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui aura assumé la présidence de la réunion.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, par le secrétaire, ou par deux administrateurs.

Art. 13. Les administrateurs ne peuvent agir que lors de réunions du Conseil d'Administration dûment convoquées. Le Conseil d'Administration a le pouvoir de déterminer la politique sociale de la Société ainsi que les lignes de conduite à suivre dans la gestion et les opérations de la Société. Les administrateurs ne peuvent cependant pas engager la Société par leur action individuelle, à l'exception de ce qui a été spécialement autorisé par résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que le pouvoir de représenter la Société dans ses affaires courantes, à un ou plusieurs Administrateurs, à des comités ou autres fondés de pouvoirs, ou mandataires de la Société, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires. Le Conseil d'Administration déterminera les conditions de nomination et de révocation ainsi que la rémunération et les pouvoirs de la ou des personnes ainsi nommées.

Art. 14. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y ont un intérêt personnel ou en sont administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé.

Un administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera

autrement en relations d'affaires, ne sera pas, au motif d'une telle appartenance à cette société ou firme, empêché de donner son avis, de voter ou d'agir sur toutes questions relatives à un tel contrat ou autre relation d'affaires.

Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une transaction de la Société, il en informera le Conseil d'Administration et il ne donnera pas d'avis ni ne votera sur une telle transaction et cette transaction ainsi que l'intérêt qu'un administrateur ou fondé de pouvoirs y relatif, seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des Actionnaires.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas lorsque la décision du Conseil d'Administration concerne des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Le terme "intérêt personnel" tel qu'utilisé dans cet article n'inclura pas un intérêt né uniquement du fait que la matière, position ou transaction concerne le Groupe East Capital ou l'une quelconque de ses sociétés affiliées directement ou indirectement à celui-ci ou toute autre société ou entité que le Conseil d'Administration déterminera discrétionnairement, à moins que cet «intérêt personnel» soit considéré comme un intérêt conflictuel par les lois et règlements applicables.

La Société pourra indemniser tout administrateur ou fondé de pouvoirs ainsi que ses héritiers, exécuteurs testamentaires ou administrateurs légaux, des dépenses raisonnablement encourues par lui en relation avec toute action, procédure ou procès auxquels il peut être partie en raison du fait qu'il est ou a été administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société ou en raison du fait qu'il l'a été, à la demande de la Société, dans une autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancière, dans la mesure où il n'est pas en droit d'être indemnisé par cette autre entité, sauf quant à des affaires pour lesquelles il sera finalement condamné de manière définitive pour négligence grave ou faute, dans pareils actions, procès ou procédures; en cas d'arrangement extrajudiciaire une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit prédécrit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits auxquels il peut avoir droit.

Art. 15. La Société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs de la Société ou par la signature individuelle d'un fondé de pouvoir dûment autorisé ou encore par la signature de toute autre personne à laquelle ce pouvoir aura été délégué par le Conseil d'Administration.

Art. 16. Les opérations de la Société et sa situation financière seront supervisées par un réviseur d'entreprises agréé. Le réviseur d'entreprises agréé sera nommé par une assemblée générale des Actionnaires pour une durée prenant fin à la prochaine assemblée générale annuelle des Actionnaires et jusqu'à la nomination de son successeur.

Le réviseur d'entreprises agréé en fonction peut être révoqué à tout moment par les Actionnaires avec ou sans motif.

Art. 17. L'exercice comptable de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année. Les comptes de la Société sont établis en EUR.

Art. 18. Cinq pour cent (5%) des profits nets annuels de la Société seront attribués à la réserve légale. Cette attribution ne sera plus requise dès que et aussi longtemps que le surplus de la réserve s'élèvera à dix pour cent (10%) du capital de la Société augmenté ou diminué périodiquement comme il est mentionné à l'Article 5 ci-dessus.

L'assemblée générale des Actionnaires décidera de l'usage à faire du solde du revenu net annuel et pourra seule déclarer des dividendes de temps à autre, selon qu'elle jugera cela conforme à l'objet social et à la politique suivie par la Société.

Les dividendes déclarés peuvent être payés dans toute monnaie désignée par le Conseil d'Administration et seront payés en temps et lieu à déterminer par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut librement déterminer le cours de change applicable pour convertir les dividendes dans la monnaie de leur paiement.

Le Conseil d'Administration est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires sous réserve des conditions prévues par la loi.

Art. 19. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales) élus par l'assemblée des Actionnaires décidant de cette dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et émoluments.

Art. 20. Ces Statuts pourront être modifiés à tout moment par décision des Actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire, aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Art. 21. Toutes matières non prévues par les Statuts seront régies conformément à la Loi sur les Sociétés Commerciales et la Loi de 2010."

Sixième résolution

L'actionnaire Unique décide de transférer le siège social de la Société du 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Septième résolution

L'actionnaire Unique reconnaît et accepte la démission de Mme Karine Hirn, M. Jean-Marie Laporte et M. Paul Carr comme administrateurs de la Société.

Huitième résolution

L'actionnaire Unique décide de donner décharge à Mme Karine Hirn, M. Jean-Marie Laporte et M. Paul Carr par rapport à la bonne prestation de leurs devoirs et pour l'exécution appropriée de leurs mandats jusqu'à la date de leur démission.

Neuvième résolution

L'actionnaire Unique décide de nommer les personnes suivantes comme administrateurs de la Société à partir du 15 mars 2013 pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale:

- M. Peter Elam Hakansson, Chief and Head of Investment Management, East Capital AB, résidant professionnellement au Kungsgatan 33, Stockholm, Suède;
- M. Albin Rosengren, CEO et Head of Sales, East Capital AB, résidant professionnellement au Kungsgatan 33, Stockholm, Suède;
- M. Johan Wigh, COO et deputy CEO, East Capital AB, résidant professionnellement au Kungsgatan 33, Stockholm, Suède;
- M. Mathias Pedersen, Chief Financial Officer, East Capital AB, résidant professionnellement au Kungsgatan 33, Stockholm, Suède.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, cet acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé au Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu à la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état civil et résidence, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte en original.

Signé: Y. ELVINGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mars 2013. Relation: LAC/2013/13422. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 mars 2013.

Référence de publication: 2013039900/769.

(130049491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

E. Miroglio Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 163.629.

—

It is our pleasure to invite you to attend the

BONDHOLDER(S) MEETING

of the company E. MIROGLIO FINANCE S.A. which will be held on *April 11th*, 2013 at 9.00 at the registered office of the Company, located 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

The agenda of the meeting will be as follows:

Agenda:

1. Waiver to the provisions of article 94.2 of the Luxembourg Commercial Law dated August 10th, 1915, as amended from time to time.
2. Approval for the postpone the maturity of the (i) ISIN XS0280726190 bond, from January 5th, 2014 to January 5th 2017, and (ii) ISIN XS0356912351 bond, from April 7th, 2015 to April 7th, 2017.
3. Approval of the subsequent amendment of the terms and conditions of the Bonds.
4. Preliminary approval of the subordination of the Bonds which will be formalized through a separate subordination agreement.

It is requested to the Bondholders, or their attorney, to attend to the meeting in possession of a blocking certificate attesting the ownership of the bearer bonds.

Umberto Cassinelli
Managing Director

Référence de publication: 2013039265/755/23.

Cyriel Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 143.910.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 avril 2013* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013031468/10/19.

Jomeline Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 143.320.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 avril 2013* à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013031469/10/19.

NPB SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 85.788.

Die Aktionäre der NPB SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *12. April 2013* um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2012 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der NPB SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter der Telefon-Nummer 00352/44 903 - 4025, unter der Fax-Nummer 00352/44 903 - 4506 oder unter E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013031463/10183/31.

Cravesco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 106.850.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *12 avril 2013* à 16:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Modification de la composition du Conseil d'Administration
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039023/795/16.

Allianz ROSNO Investment Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 114.617.

The shareholders of Allianz ROSNO Investment Strategies (the "Company") are hereby invited to attend the

GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS

which will be held on *April 12th, 2013* at 10.30 a.m. at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the annual financial statements for the financial year ending December 31, 2012;
2. Resolution on the allocation of results for the financial year ending December 31, 2012;
3. Discharge of the members of the Board of Directors for the execution of their mandates for the financial year ending December 31, 2012;
4. Re-election of the following Directors of the Company until the annual general meeting held in 2014:
 - Mr. Christian MÜLLER
 - Mr. Lars DANIELSSON
 - Mr. Arnd THORN
5. Re-election of PricewaterhouseCoopers, société coopérative de droit luxembourgeois, RCS B 65477 as Auditor until the annual general meeting held in 2014;
6. Miscellaneous.

Resolutions in respect of the agenda of the General Meeting of Shareholders will be passed by a simple majority of the votes cast by those shareholders who are present or represented at the meeting.

All shareholders who are able to submit to the Board of Directors or the management company Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, by mail or by fax +352 248 329 444, not later than April 5th, 2013 a confirmation of their deposit, specifying the number of shares held by the shareholder, including confirmation that the shares are blocked until the day after the General Meeting of Shareholders, are authorised to participate in and vote at the General Meeting of Shareholders.

All shareholders who are authorised to participate in and vote at the General Meeting of Shareholders may nominate a proxy to vote on their behalf. The proxy form will be valid if it has been filled in accordance with the legal formal requirements, is signed personally by the nominating shareholder or by its authorised representative and is received by the Board of Directors or the management company Alceda Fund Management S.A., by mail or by fax +352 248 329 444, not later than by close of business on April 5th, 2013.

For respective proxy forms or any other queries in relation to the formalities regarding the attendance to the General Meeting of Shareholders please contact corporate@alceda.lu

Senningerberg, in March 2013.

The Board of Directors .

Référence de publication: 2013039031/1267/36.

Bonvalot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.312.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 avril 2013* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013031470/10/18.

Simla Trust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 45.474.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE Statutaire

qui aura lieu le *12 avril 2013* à 14:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039027/795/15.

Bermonze Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.907.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 avril 2013* à 15.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;

4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013031472/10/19.

Daventry Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.909.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 avril 2013 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013031473/10/18.

Supera Pe, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 175.921.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am elften Tag des Monats März.

Vor dem unterzeichnenden Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

Castelsia-FIS, eine gemäß dem Luxemburger Recht gegründete und existente Gesellschaft mit eingetragenem Sitz in 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg, Mémorial C unter Registernummer B 133.371, hier ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Manfred Hoffmann, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer in Luxemburg am März 2013 ausgestellten Vollmacht.

Die erteilte Vollmacht, welche „ne varietur“ durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei sowie den unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um gleichzeitig mit ihr hinterlegt zu werden.

Der Erschienene, vertreten wie hiavor erwähnt, hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - Spezialisierter Investmentfonds („société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS“) urkundlich festzustellen, die sie hiermit beschließen und deren Satzung wie folgt lautet:

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Gesellschaftsanteilen werden, besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“) unter dem Namen „SUPERA PE“ (die „Gesellschaft“).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Innerhalb der Stadt Luxemburg kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführerrates verlegt werden.

Durch Beschluss des Geschäftsführerrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der eingetragene Gesellschaftssitz in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist.

Sofern nach Ansicht des Geschäftsführerrates außergewöhnliche politische oder kriegserische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz durch Geschäftsführerbeschluss zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben. Die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft. Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Gesellschaftern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch vollständig eingezahlte Gesellschaftsanteile ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamt-Nettoinventarwert der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 12 entsprechen.

Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Gesellschaftsanteilen durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Gesellschaftsanteilen durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital hat sich zu jedem Zeitpunkt auf den Gegenwert von mindestens eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen.

Das Gründungskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) und ist in einhundertfünfundzwanzig (125) Gesellschaftsanteile (ohne Nennwert) eingeteilt.

Die Gesellschaft ist jederzeit und unbeschränkt dazu befugt, zusätzliche Anteile unter Einhaltung der Bestimmungen des Artikels 8 dieser Satzung zu einem vom Geschäftsführerrat festzulegenden Preis auszugeben.

Der Geschäftsführerrat kann jederzeit beschließen, dass eine oder mehrere Anteilklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Geschäftsführerrat bestimmt und im Emissionsdokument der Gesellschaft beschrieben.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Anteile werden gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes der Gesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Geschäftsführerrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch die Geschäftsführer aufgestellten Anlagegrenzen.

Art. 6. Namensanteile und Anteilszertifikate. Anteile der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensanteile ausgegeben.

Für diese Namensanteile wird ein Anteilsregister am Gesellschaftssitz geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Gesellschafters, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile sowie ggf. das Datum der Übertragung jedes Anteils. Die Eintragung im Anteilsregister gilt als Nachweis der Berechtigung des Gesellschafters an solchen Namensanteilen.

Der Geschäftsführerrat beschließt, ob Anteilszertifikate ausgegeben werden oder ob der Gesellschafter eine Bestätigung der Eintragung im Anteilsregister erhält. Sofern Anteilszertifikate ausgegeben werden, werden diese binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Anteile eingegangen sind. Anteilszertifikate werden von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Anteile werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Gesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Falls ein Gesellschafter Anteile der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Jeder Inhaber von Namensanteilen muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Anteilsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensanteilen können rechtsverbindlich an

die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Gesellschafter kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderung seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Gesellschafter keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilsregister eingetragen wird. Die Adresse des Gesellschafters wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Gesellschafter der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Anteile werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Geschäftsanteil an. Wenn ein Geschäftsanteil mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer des Geschäftsanteils angesehen werden kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einem im Eigentum mehrerer Personen stehenden Geschäftsanteil verbundenen Rechte auszusetzen bis ein einziger Eigentümer bezeichnet worden ist.

Die Gesellschaft kann Anteilsbruchteile bis zur zweiten Dezimalzahl ausgeben. Anteilsbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Art. 7. Beschränkung der Eigentumsrechte. Anteile an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Anteile durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Gesellschafter oder der Gesellschaft geht; oder
 - einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
 - bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird;
- oder

- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

- a) die Ausgabe von Anteilen oder deren Umschreibung im Anteilsregister verweigern,
- b) Anteile zwangsweise zurücknehmen,
- c) bei Gesellschafterversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Anteile der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 8. Ausgabe von Anteilen. Anteile können jederzeit in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieser Satzung sowie dem Emissionsdokument während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen ausgegeben werden.

Gemäß dieser Satzung gibt es kein Vorkaufsrecht in Bezug auf die Ausgabe neuer Anteile.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Anteile gänzlich auf die Weise zu entrichten, wie sie der Geschäftsführerrat bestimmt und im Emissionsdokument nennt und ausführlich beschreibt.

Der Geschäftsführerrat ist berechtigt, für die Anteilsklassen zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Emissionsdokument genannt und ausführlich beschrieben.

Der Geschäftsführerrat kann jedem seiner Mitglieder, jedem leitenden Angestellten oder sonstigem ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Anteile in Empfang zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, sofern eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik der Gesellschaft entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Anteilen gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Gesellschaftern zu tragen.

Anteile müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Anteile haben dieselben Rechte wie die Anteile, die am Tage der Anteilsausgabe in Umlauf waren.

Der Geschäftsführerrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Anteilen auszusetzen.

Art. 9. Übertragung von Anteilen. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft sind unter bestehenden Gesellschaftern frei übertragbar.

Sie können unter Lebenden nur mit der durch insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals repräsentierenden Gesellschafter, einschließlich dem Zedenten, erteilten Einwilligung auf neue Gesellschafter übertragen werden. Soweit gesetzlich nicht anders vorgesehen, können die Geschäftsanteile von Todes wegen auf Nicht-Gesellschafter nur mit Einwilligung der Gesellschafter übertragen werden, die insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) der Stimmrechte der überlebenden Gesellschafter repräsentieren.

Jede Übertragung von Geschäftsanteilen muss durch einen schriftlichen Übertragungsvertrag je nach Lage des Falles in privatschriftlicher oder notarieller Form dokumentiert werden, und eine solche Übertragung wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten durch die Mitteilung der Übertragung an die Gesellschaft oder das Einverständnis der Gesellschaft

zur Übertragung wirksam, woraufhin jedes beliebige Mitglied des Geschäftsführerrats die Übertragung in das Anteilsregister eintragen kann.

Die Gesellschaft kann durch jeden einzelnen ihrer Geschäftsführer auch einer solchen Übertragung zustimmen und diese ins Anteilsregister eintragen, auf welche in einer Korrespondenz oder in einem beliebigen anderen Dokument Bezug genommen wird, aus welchem die Einigung des Zedenten und des Zessionars hervorgeht.

Eine Übertragung von Anteilen ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt.

Art. 10. Rücknahme von Anteilen. Die Rücknahme von Anteilen aufgrund eines Antrags eines Gesellschafters ist in den ersten fünf Jahren nach Gründung der Gesellschaft ausgeschlossen und wird erst ab dem 01. Februar 2018 zulässig.

Ab dem 01. Februar 2018 kann jeder Gesellschafter innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Anteile durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Geschäftsführerrat in den Verkaufsunterlagen festgelegt werden, verlangen. Der Rücknahmepreis pro Anteil wird innerhalb einer von den Geschäftsführern festzulegenden Frist ausgezahlt, welche zwanzig Bankarbeitstage in Luxemburg nach Rücknahme bzw. nach Veröffentlichung des Rücknahmepreises, sofern letzterer nach dem Rücknahmetag veröffentlicht wird, nicht überschreiten darf, im Einklang mit den Zielbestimmungen der Geschäftsführer und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilszertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Anteilen bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Anteile. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Geschäftsführerrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Anteilen, welche durch einen Gesellschafter in einer Anteilklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche von den Geschäftsführern als Mindestzahl bzw. -wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Gesellschafters in dieser Anteilklasse behandelt werden.

Wenn des Weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Geschäftsführerrat festgelegt wird, kann der Geschäftsführerrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahmeanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Geschäftsführerrat unter Berücksichtigung der Interessen aller Gesellschafter für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Sofern der Geschäftsführerrat dies entsprechend beschliesst, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Gesellschafter, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Gesellschafter aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Anteilen zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Gesellschafter der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Der Geschäftsführerrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Anteile eines Gesellschafters beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass der Besitz von Anteilen des betroffenen Gesellschafters (i) zu Lasten der Interessen der übrigen Gesellschafter oder der Gesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland oder einen Verstoß gegen Bestimmungen dieser Satzung mit sich ziehen kann (insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Gesellschafter nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 bzw. von Artikel 6 dieser Satzung handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Geschäftsführerrat der Gesellschaft beschließen, Anteile oder Anteilsbruchteile der Gesellschaft zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten an die Gesellschafter auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Gesellschafter und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Anteile des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

Art. 11. Umtausch von Anteilen. Der Umtausch von Anteilen einer Anteilklasse in eine andere Anteilklasse ist nicht zulässig.

Art. 12. Anteilwert. Der Anteilwert pro Anteil jeder Anteilsklasse wird in der Gesellschaftswährung in dem von vom Geschäftsführerrat bestimmten und im Emissionsdokument aufgeführten Intervall, mindestens jedoch einmal pro Quartal („Bewertungstag“) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Anteilsklassen ausgedrückt.

Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der einer solchen Anteilsklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Anteilsklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilsklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert wird auf die zweite Dezimalstelle abgerundet. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Anteilsklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der Geschäftsführerrat im Interesse der Gesellschafter und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Anteilsklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) die im Gesellschaftsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien;
- (2) alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- (a) Die im Gesellschaftsvermögen enthaltenen offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Nettoinventarwert bewertet.
- (b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- (c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.
- (d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.
- (e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.
- (f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Geschäftsführerrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Geschäftsführerrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.

(g) Der Bewertungspreis eines Geldmarktinstruments wird, ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der resultierenden Anlagerendite, sukzessive dem Verkaufspreis angepasst. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen muss die Grundlage für die Bewertung verschiedener Anlagen an den neuen Markttrenditen ausgerichtet werden.

(h) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Geschäftsführerrat aufzustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Gesellschaftswährung ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Depotbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Geschäftsführerrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Geschäftsführerrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);

(5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Geschäftsführerrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Geschäftsführerrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Anlageverwalter, Beratungsgesellschaften und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Geschäftsführer sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Geschäftsführerratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Emissionsdokumenten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Gesellschafter, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb der Gesellschaft können eine oder mehrere Anteilklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Anteilklassen ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der Anlagepolitik der Gesellschaft angelegt, wobei der Geschäftsführerrat verschiedene Anteilklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Gesellschafter oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Anteilklasselauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Gesellschaftswährung gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Anteilklasselauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Gesellschaftswährung abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Geschäftsführerrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasselauten werden in den Büchern der Gesellschaft der Anteilklassel beziehungsweise den Anteilklassen der Gesellschaft zugeordnet;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, werden der (den) Anteilsklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilsklasse beziehungsweise denselben Anteilsklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilsklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilsklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilsklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Geschäftsführerrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Geschäftsführerates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilsklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Anteilsklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden;

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Gesellschafter einer Anteilsklasse wird der Anteilwert dieser Anteilsklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Vorsatz, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Geschäftsführerrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Geschäftsführerrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Gesellschafter bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 10 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher vom Geschäftsführerrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Geschäftsführerrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der Gesellschaft ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 13. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes. Der Geschäftsführerrat ist ermächtigt, die Berechnung des Anteilwertes der Anteile in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen der Gesellschaft unmöglich wird, ohne die Interessen der Gesellschafter schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus einem sonstigen Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens der Gesellschaft nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;

- wenn eine Hauptversammlung der Gesellschafter einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Gesellschaftern per Post oder E-Mail an die im Anteilsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 14. Geschäftsführerrat - Befugnisse. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, die nicht zugleich Gesellschafter sein müssen. Im Falle von mehreren Geschäftsführern bilden diese einen Geschäftsführerrat, der das zur Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft befugte Gesellschaftsorgan ist. Soweit anwendbar und wo der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf den „Geschäftsführerrat“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ gelesen werden.

Der Geschäftsführerrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind und im Einklang mit der in Artikel 20 beschriebenen Anlagepolitik stehen, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag den Gesellschaftern/dem Gesellschafter vorbehaltenen Handlungen.

Die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung innerhalb dieser Führung des Tagesgeschäfts können einem oder mehreren Geschäftsführern oder anderen Personen, ob sie Gesellschafter sind oder nicht, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch Beschluss des Geschäftsführerrats festgesetzt.

Der Geschäftsführerrat kann notariell oder durch privatschriftliche Urkunde auch spezielle Vollmachten an jedwede Person erteilen, die alleine oder gemeinschaftlich mit anderen als Beauftragte der Gesellschaft handeln soll.

Art. 15. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern. Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche deren Bezahlung und Amtszeit festlegt.

Jeder Geschäftsführer kann jederzeit, fristlos und ohne Grund durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden. Ein Geschäftsführer, der zugleich Gesellschafter ist, ist nicht von der Abstimmung über seine eigene Abberufung ausgeschlossen.

Jeder Geschäftsführer hat sein Amt weiter auszuüben bis sein Nachfolger gewählt wurde. Jeder Geschäftsführer kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

Art. 16. Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrates. Der Geschäftsführerrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Präsidenten oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort wie im nächsten Abschnitt beschrieben.

Die Mitglieder des Geschäftsführerrats müssen mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Mitglieds des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses hinreichender Beweis dafür ist. Auch ist eine Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen wie in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführerrats bestimmt. Eine Ladung soll ferner dann nicht erforderlich sein, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführerrats anwesend oder vertreten sind, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß diesem Gesellschaftsvertrag.

Art. 17. Sitzungen des Geschäftsführerrates. Der Geschäftsführerrat muss aus seiner Mitte einen Präsidenten des Geschäftsführerrats wählen. Er kann auch einen Protokollführer ernennen, der weder Gesellschafter noch Mitglied des Geschäftsführerrats sein muss.

Sitzungen des Geschäftsführerrats werden durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat einen anderen Geschäftsführer als vorübergehenden Präsidenten ernennen.

Der Geschäftsführerrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder bei der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung des Geschäftsführerrats anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Der Präsident soll bei Stimmengleichheit die entscheidende Stimme haben.

Ein Mitglied des Geschäftsführerrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführerrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrats schriftlich per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

Es wird vermutet, dass ein Mitglied des Geschäftsführerrats, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist. Es wird vermutet, dass eine durch solche Kommunikationsmittel abgehaltene Sitzung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten wurde.

Der Geschäftsführerrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Mitglieder des Geschäftsführerrats auf einem einzigen Dokument oder auf

verschiedenen Duplikaten datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument, das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse.

Der Protokollführer oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Präsident, soll ein Protokoll über jede Sitzung des Geschäftsführerrats aufnehmen, welches vom Präsidenten und vom Protokollführer, falls vorhanden, unterzeichnet wird.

Art. 18. Zeichnungsbefugnis. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern oder durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/denen eine solche Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführerrat oder den alleinigen Geschäftsführer übertragen worden ist. Die Gesellschaft wird gemäß den Regeln und in den Grenzen einer Übertragung der Führung des Tagesgeschäfts gegenüber Dritten durch die Unterschrift jedes/aller Beauftragten gebunden, dem/denen die Befugnis in Verbindung mit der Führung des Tagesgeschäfts allein oder gemeinschaftlich übertragen wurde.

Art. 19. Vergütung der Geschäftsführer. Die Vergütungen für Mitglieder des Geschäftsführerrates werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Mitgliedern des Geschäftsführerrates in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Geschäftsführers.

Art. 20. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Emissionsdokument beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

Art. 21. Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafter üben ihre kollektiven Rechte in der Gesellschafterversammlung aus, welche eines der Organe der Gesellschaft bildet.

Wenn die Gesellschaft nur über einen einzelnen Gesellschafter verfügt, übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff „alleiniger Gesellschafter“ nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf die „Gesellschafterversammlung“ als Verweis auf den „alleinigen Gesellschafter“ gelesen werden.

Die Gesellschafterversammlung hat die ihr durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

Im Falle mehrerer Gesellschafter und falls die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können, statt Gesellschafterversammlungen abzuhalten, die Gesellschafter unter den gesetzlichen Bedingungen auch durch schriftlichen Beschluss abstimmen. In diesem Fall sollen, soweit anwendbar, die Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrags betreffend Gesellschafterversammlungen hinsichtlich einer solchen Abstimmung durch schriftlichen Beschluss Anwendung finden.

Art. 22. Einberufung zur Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit je nach Lage des Falles durch den Geschäftsführerrat oder durch Gesellschafter, die insgesamt mindestens fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und Datum abgehalten wird.

Wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss eine jährliche Gesellschafterversammlung am Gesellschaftssitz am 5. Bankarbeitstag in Luxemburg des Monats Januar um 15:00 Uhr abgehalten werden.

Die Ladung zu jeder Gesellschafterversammlung muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten und ist per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Gesellschafter abzusenden.

Wenn an einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Der Geschäftsführerrat kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Gesellschaftern erfüllt werden müssen, damit sie an Gesellschafterversammlungen teilnehmen können.

Art. 23. Abhalten von Gesellschafterversammlungen. In jeder Gesellschafterversammlung soll ein Rat der Versammlung gebildet werden bestehend aus einem Präsidenten, einem Protokollführer und einem Prüfer, von denen jeder einzelne durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird und welche weder Gesellschafter noch Mitglieder der Geschäftsführung sein müssen. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln über Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Gesellschaftern abgehalten wird.

In jeder Gesellschafterversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

Jeder Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

Sofern sich aus dem Gesetz oder aus diesem Gesellschaftsvertrag nicht etwas anderes ergibt, werden Gesellschafterbeschlüsse bei der ersten Abstimmung wirksam gefasst, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Wenn diese Mehrheit bei der ersten Abstimmung nicht erreicht worden ist, werden die Gesellschafter ein zweites Mal geladen oder befragt. Bei der zweiten Abstimmung werden die Beschlüsse ungeachtet des vertretenen Anteils am Kapital mit einer Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen wirksam gefasst.

Ein Gesellschafter kann an jeder beliebigen Gesellschafterversammlung teilnehmen, indem er eine andere Person, Gesellschafter oder nicht, durch ein unterzeichnetes Dokument, das auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedwedes andere Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie einer solchen Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Gesellschafter vertreten.

Es wird vermutet, dass ein Gesellschafter, der an einer Gesellschafterversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieser Gesellschafter identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann dieser Gesellschaftsvertrag durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung abgeändert werden, welcher von einer (i) Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die mindestens insgesamt fünfund-siebzig Prozent (75%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, gefasst wird.

Art. 24. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor („Depotbank“) abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Geschäftsführerrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Gesellschafter ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 25. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 25 Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Oktober jeden Jahres und endet am 30. September des folgenden Jahres.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung aufgestellt.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Hauptversammlung der Gesellschaft wird auf Vorschlag des Geschäftsführerrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Gesellschaftsertrag zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Geschäftsführerrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Anteilsklasse können die Gesellschafter Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensanteilen erfolgt an deren im Anteilsregister vermerkte Adressen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Geschäftsführerrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Geschäftsführerrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Geschäftsführerrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der für die Gesellschaft ausgegebenen Anteilklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Art. 27. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 23 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Geschäftsführerrat der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die

Gesellschafterversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Anteile.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Gesellschafterversammlung durch den Geschäftsführerrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Gesellschafter entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 28. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, welcher ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können, ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Bezahlung der Liquidatoren bestimmt.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Gesellschafter im Verhältnis zu ihrem Anteilbesitz verteilt.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Verteilung der Liquidationserlöse und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge vor, die bei Abschluss der Liquidation von den Gesellschaftern nicht eingefordert wurden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

Art. 29. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Geschäftsführerratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Geschäftsführerratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Geschäftsführerratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Geschäftsführerratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Geschäftsführerrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Geschäftsführerratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet.

„Entgegengesetztes persönliches Interesse“ entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine bestimmte Angelegenheit oder einen Geschäftsvorfall, in welche bestimmte Personen, Gesellschaften oder Unternehmungen involviert sind, welche gelegentlich vom Geschäftsführerrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. September 2013.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Der vorgenannte Castelsia-FIS zeichnet 125 (einhundertfünfundzwanzig) Gesellschaftsanteile ohne Nennwert zum Gegenwert von 12.500,- (zwölftausendfünfhundert) Euro.

Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 183 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf EUR 4.000,- veranschlagt.

Gesellschafterversammlung

Der Gründungsgesellschafter, welche das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentiert und der sich selbst als ordnungsgemäß geladen erachtet, hat sofort eine Gesellschafterversammlung abgehalten. Nachdem die Gesellschafterversammlung zunächst überprüft hat, ordnungsgemäß konstituiert zu sein, hat sie einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Die Zahl der Mitglieder des Geschäftsführerrats wird auf drei (3) festgesetzt.
- 2) Die folgenden Personen werden als Mitglieder des Geschäftsführerrats der Gesellschaft ernannt:
 - a) Herr Lothar Rafalski, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied, beruflich ansässig in der 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, (geboren in Hamburg (D), am 29. November 1952).
 - b) Herr Claude Niedner, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg (geboren in Karlsruhe (D), am 15. Oktober 1966).
 - c) Herr Dr. Julien Alex, Aufsichtsratsmitglied, ansässig in 46, rue F.S. Tinant, L-2622 Luxembourg, (geboren in Luxemburg, am 18. Juli 1939).

Die Amtszeit der Mitglieder des Geschäftsführerrats soll zu dem Zeitpunkt enden, an dem die Gesellschafterversammlung/der alleinige Gesellschafter, je nach Lage des Falles, über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das Geschäftsjahr 2015 bestimmt, oder an jedem anderen, von der Gesellschafterversammlung/vom alleinigen Gesellschafter, je nach Lage des Falles, festgesetzten Zeitpunkt vor diesem Datum.

II) Der Sitz der Gesellschaft wird auf 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg festgesetzt.

III) Die Zahl der Wirtschaftsprüfer wird auf 1 (einen) festgelegt. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

KPMG Luxembourg S.à r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, RCS Luxembourg B 149.133.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers soll zu dem Zeitpunkt enden, an dem die Gesellschafterversammlung/der alleinige Gesellschafter, je nach Lage des Falles, über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das Geschäftsjahr 2015 bestimmt.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg-Stadt am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an den Erschienenen, dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieser gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. HOFFMANN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 13 mars 2013. Relation: LAC/2013/11713. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 18. März 2013.

Référence de publication: 2013037215/633.

(130045218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2013.

Hamel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 38.838.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 17 avril 2013 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013031474/10/20.

Brugama SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 10.599.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *12 avril 2013* à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Modification de la composition du Conseil d'Administration
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039021/795/17.

Monsigny Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.364.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 avril 2013* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013031475/10/18.

All Car Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 34.943.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *17 avr. 2013* à 10:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039030/1267/16.

Strategy Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 49.023.

The ANNUAL GENERAL MEETING

will be held at 10.00 a.m. on Tuesday *April 16, 2013* at the premises of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg at 33, rue de Gasperich, Building H2O, block A, ground floor, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the annual accounts for the financial period closed as at December 31, 2012 and allocation of the results;
3. Discharge to the directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented; account shall not be taken of abstentions. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

Annual accounts, as well as the report of the Auditor and the management report are available on the Registered Office of the Company. Shareholders may request that these documents are sent to them. They have to send their request by mail to the following address : BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2013037307/755/31.

Delphimmo, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 143.185.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *12 avril 2013* à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nominations statutaires.
2. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039033/1267/13.

GAP FINANCE (Luxembourg) S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 49.623.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi *19 avril 2013* à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013038444/755/20.

Financière de l'Alzette S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 54.285.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 avril 2013 à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Non-renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de Mme Mounira MEZIADI, et décharge.
6. Reconduction de M. Hans DE GRAAF dans ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
7. Reconduction de Mme Monique JUNKER dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
8. Reconduction de la société à responsabilité limitée, FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA Société à responsabilité limitée, dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
9. Nomination de Mme Ingrid CERNICCHI, administrateur de sociétés, née à Metz (France), le 18 mai 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
10. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013038454/729/27.

WestGlobal, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 143.504.

Im Einklang mit Artikel 22 der Satzung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à capital variable) WestGlobal findet die

JÄHRLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre am 11. April 2013 um 10.00 Uhr am Sitz der Zentralverwaltungsstelle der LRI Invest S.A., 1C, rue Gabriel Lippmann, L - 5365 Munsbach statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr vom 1. Januar 2012 bis zum 31. Dezember 2012.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2014.
6. Ernennung des Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2014.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis spätestens 5 Tage vorher bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im März 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013039647/2501/25.

Närdener Duerffrënn, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8551 Noerdange, 3, Kierchewee.

R.C.S. Luxembourg F 586.

Numm	Virnumm	Adress	Beruf	Nat
BARTHEL	André	23, Arelerstrooss L-8550 Noerdange	Dir. Tech.	L
BARTHEL-SCHILTZ	Elise	idem	Ouvrière communale	L
BARTHEL-WELTER	Marie	3, Huelewee, L-8551 Noerdange	Pens.	L
BERTEMES	Guy	45, Dikrecherstrooss L-8851 Noerdange	Empl. Prive	L
BERTEMES -MALGET	Monique	idem	sans	L
DIDIER	Lucien	48, Schweecherdaulerstrooss, L-8551 Noerdange	Ouvrier d'état	L
DIDIER-ERNZEN	Micheline	idem	sans	L
DIDIER-FEILEN	Marie-Louise	46, Schweecherdaulerstrooss L-8551 Noerdange	sans	L
GOERENS	Marco	27, Arelerstrooss, L-8550 Noerdange	ajusteur	L
GOERENS-KLEIN	Josée	idem	sans	L
KONTER-GRAS	Raymonde	27, Dikrecherstrooss, L-8550 Noerdange	sans	L
LIST	René	39, Arelerstrooss, L-8550 Noerdange	Ouvrier communal	L
LOSCH	Mathias	1, Steckehvee, L-8551 Noerdange	Pens.	L
LOSCH-HUYNEN	Antoinette	Idem	sans	L
LOSCH	Serge	Idem	étudiant	L
LOSCH	Patrick	Idem	Hôtelier-restaurateur	L
RIES	Marco	12, Dikrecherstrooss, L-8550 Noerdange	Agronome	L
LANNERS	Monique	idem	Empl. privée	L
RUPPERT	Bernard	18, Batzent, L-8551 Noerdange	Empl. privé	L
RUPPERT-BOSSI	Marinella	idem	Ind.	L
SCHMIT	Carlo	31, Dikrecherstrooss, L-8550 Noerdange	Empl. privé	L
SCHMIT-WEICHERD ING	Marie-Jeanne	idem	Ind.	L
SPRUNK	Andrée	9, Batzent, L-8551 Noerdange	Sans	L
WASSNICH	Patrick	42, Schweecherdaulerstrooss, L-8551 Noerdange	ouvrier	L
WASSNICH -DIDIER	Setty	idem	sans	L

créent par la présente l'association Närdener Duerffrënn asbl, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts. Ces statuts remplacent ceux de l'association Närdener Pompjeen asbl ainsi qu'elle reprend tous les avoirs de celle-ci.

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination «NÄRDENER DUERFFRËNN» association sans but lucratif Elle a son siège à «CENTRE CULTUREL; 3, KIERCHEWEE; L-8551 NOERDANGE».

Art. 2. L'association a pour objet de:

- regrouper des personnes de toutes nationalités désireuses de collaborer à des pratiques culturelles;
- promouvoir des activités sportives, récréatives et culturelles pour les adultes et les enfants;
- promouvoir des activités favorisant la connaissance du Grand-Duché de Luxembourg et des cultures des pays d'origine des associés en général;
- créer ou élargir des structures d'accueil, d'appui, d'expression culturelle et sportive pour ces personnes et associations;
- promouvoir la formation sociale et civique de ses membres de façon à contribuer à son intégration harmonieuse et à sa participation à la vie publique.

Art. 3. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 4. Les membres, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont admis par délibération du conseil d'administration à la suite d'une demande écrite.

Art. 5. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai de 6 mois à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

Art. 6. Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Art. 7. Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir ni sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

Art. 8. La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut être supérieure à 50 euros.

Art. 9. L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an avant fin mars, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au conseil d'administration.

Art. 10. La convocation se fait au moins 10 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant simple lettre missive devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Art. 11. Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 12. L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- modification des statuts;
- modification du règlement interne;
- nomination et révocation des administrateurs et des réviseurs de caisse;
- approbation des budgets et comptes;
- dissolution de l'association.

Art. 13. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité simple des membres. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents par simple majorité.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, soit sur la dissolution, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents,
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 14. Les délibérations de l'assemblée sont portées à la connaissance des membres et des tiers par affichage au siège et sur demande.

Art. 15. L'association est gérée par un conseil d'administration élu pour une durée de 3 années par l'Assemblée Générale. Le conseil d'administration se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier, ainsi que 7 autres membres au maximum élus à la majorité simple des voix présentes à l'assemblée générale. Les pouvoirs des administrateurs sont les suivants: le président représente l'association, le vice-président est le remplaçant du président pendant l'absence de celui, le secrétaire s'occupe des affaires administratives, le trésorier gère les comptes.

Art. 16. Le conseil d'administration qui se réunit sur convocation de son président ne peut valablement délibérer que si 2/3 membres au moins sont présents. Toute décision doit être prise à la majorité simple des membres élus.

Art. 17. Le conseil d'administration gère les affaires et les avoirs de l'association. Il exécute les directives à lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association.

Art. 18. Il représente l'association dans les relations avec les tiers. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 2 signatures de membres en fonction sont nécessaires.

Art. 19. Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'assemblée générale avec le rapport de la commission de vérification des comptes.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur approuvé lors de la dernière assemblée générale.

Dans le cadre de la dernière assemblée générale extraordinaire en date du 14 juin 2004 la composition du conseil d'administration suivante a été arrêtée:

Ainsi fait à NOERDANGE, le 14 juin 2004 par l'assemblée générale extraordinaire.

BARTHEL André / DIDIER Lucien / LOSCH Serge / BARTHEL-SCHILTZ Elise / RUPPERT Bernard /
SCHMIT Carlo / WASSNICH Patrick

Président / Vice-président / Secrétaire / Trésorier / Membre / Membre / Membre

Référence de publication: 2013041577/117.

(049002305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2004.

Investdeutschland S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.810.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 16 avr. 2013 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039035/1267/15.

Mosqueteiros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 149.075.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 12 avr. 2013 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039036/1267/15.

Pallietter SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 36.830.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 12 avril 2013 à 16.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012

37534

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Ratification de la nomination d'un administrateur
5. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039038/660/16.

Verlico SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 36.872.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 12 avril 2013 à 15.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039045/660/15.

Vivaro Holdings S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 107.199.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 12 avr. 2013 à 09:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039046/1267/15.

Européenne d'Hôtellerie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 135.704.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 11 avril 2013 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013039287/1023/16.

Free Kap 4Y S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 163.861.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu extraordinairement le 11 Avril 2013 à 11.00 heures au siège social de la société en lieu et place du 1^{er} Février 2013 comme prévu dans les statuts, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Présentation et approbation du rapport de contrôle du commissaire aux comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2012.
4. Affectation du résultat de l'exercice.
5. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'Article 100 de la législation des sociétés
6. Décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires aux comptes.
7. Nomination statutaires.
8. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013038459/20.

Oloron S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 50.086.

DISSOLUTION

L'an deux mille douze.

Le douze décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

La société anonyme de droit italien COMITALIA - Compagnia Fiduciaria S.p.A., ayant son siège social à I-20121 Milan, Corso Garibaldi 49 (Italie),

ici représentée par Madame Sophie ERK, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société anonyme OLORON S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 50086, a été constituée suivant acte reçu par Maître Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 janvier 1995, publié au Mémorial C numéro 223 du 23 mai 1995, dont les statuts ont été modifiés:

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 décembre 1999, publié au Mémorial C numéro 282 du 14 avril 2000;

- suivant acte sous seing privé en date du 17 décembre 2001, publié au Mémorial C numéro 554 du 10 avril 2002.

II.- Que le capital social de la société anonyme OLORON S.A., prédésignée, s'élève actuellement à cinquante-six mille deux cent cinquante Euros (EUR 56.250,-), représenté par deux mille deux cent cinquante (2.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-), entièrement libérées.

III.- Que la comparante est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la susdite société OLORON S.A..

IV.- Que l'activité de la société OLORON S.A. ayant cessé et que la comparante prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

V.- Que la comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la société.

VI.- Qu'en cette qualité, elle requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs à son profit.

VII.- Que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

VIII.- Que partant, la liquidation de la société anonyme OLORON S.A. est à considérer comme faite et clôturée.

IX.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

X.- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation des actions.

XI.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute.

Frais

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à sept cent cinquante euros, sont à charge de la société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sophie ERK, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 décembre 2012. Relation GRE/2012/4836. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, Délivrée à la société.

Junglinster, le 13 février 2013.

Référence de publication: 2013022481/56.

(130026908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2013.

dfl Luxembourg One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, avenue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.150.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2013.

Référence de publication: 2013025620/10.

(130031474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

Bain Pumbaa Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 154.563.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 65926 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013025691/10.

(130031596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

FCP S.A., Frontier Capital Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 145.070.

EXTRAIT

Les administrateurs ont décidés, en date du 19 février 2013, d'établir le siège social de la société au 50, val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 19 février 2013.

Référence de publication: 2013025895/12.

(130031636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.